

Ce format est également validé par les concepteurs de l'épreuve ESH ESSEC/HEC Paris.

Attendus sur le sujet après la réforme (nouveau programme ESH)

Ce sujet de réflexion, aujourd'hui au cœur du débat économique, suppose une connaissance approfondie des mécanismes monétaires et en particulier des modalités de la politique monétaire, tant conventionnelle (manipulation des taux d'intérêt directeurs, durée des prêts de la Banque centrale aux banques...) que non conventionnelle (achat d'actifs aux banques dans le cadre du *quantitative easing*...). Impossible sinon d'identifier les canaux par lesquels la politique monétaire affecte la distribution des revenus et de la richesse des différents agents économiques.

On attend par exemple un développement sur les conséquences des politiques monétaires non conventionnelles sur le prix des actifs financiers (mais aussi de l'immobilier...), dont la hausse mécanique (qui doit désormais être expliquée de manière rigoureuse et non floue) modifie la distribution de la richesse des agents économiques en renforçant sa dispersion.

Un autre développement est attendu sur l'impact différencié des variations de taux d'intérêt sur le revenu net des ménages, selon qu'ils sont créanciers ou débiteurs. L'articulation avec la sociologie est ici pertinente, la répartition créances/dettes étant corrélée à la classe sociale.

La rigueur de l'analyse suppose que les élèves maîtrisent des outils jusqu'ici non utilisés dans les copies, où l'analyse monétaire se résume à une version élémentaire d'IS-LM. La distinction entre les taux courts et les taux longs (courbe des taux) doit être « mobilisée », tout comme la distinction entre la base monétaire (monnaie créée par la Banque centrale) et la masse monétaire (monnaie détenue par les agents économiques non bancaires). Des travaux relatifs aux émeutes de la faim de 2008 soulignent par exemple la responsabilité des politiques monétaires accommodantes dont l'octroi de base monétaire (3200 milliards de dollars par la FED entre 2008 et 2014) aurait permis aux banques d'investir dans des fonds de matières premières agricoles à l'origine de la hausse des cours.

La connaissance des différents marchés (monétaire, obligataire, actions...) et surtout la maîtrise de l'articulation entre ces différents segments est indispensable pour répondre à la question posée. Il est sinon impossible de comprendre l'existence de taux d'intérêt négatifs, dont l'impact sur la répartition du revenu et de la richesse est aussi un élément de la réponse attendue (retraités, étudiants...).

Sans intégration des éléments d'économie approfondie, ce sujet ne peut être traité que de manière superficielle.